



International
Labour
Organization

Quick Facts

► Evaluation à mi-parcours ProAgro-YOUTH “Support to integrated agribusiness hubs in Côte d’Ivoire, Madagascar, Malawi and Algeria”

Décembre 2024

► Description et Objectifs de l'évaluation

L'évaluation à mi-parcours du projet ProAgro YOUTH a pour but d'analyser la mise en œuvre du projet et d'identifier les écarts par rapport aux objectifs initiaux. Cette évaluation vise également à proposer des ajustements stratégiques afin d'optimiser les résultats et l'impact du projet. Le projet, financé par l'IFAD, la BMZ et la Visa Foundation, s'inscrit dans le cadre de la réduction du chômage des jeunes dans les zones rurales, particulièrement dans le secteur agroalimentaire, en Algérie, en Côte d'Ivoire, à Madagascar et au Malawi. L'évaluation a permis de mesurer la performance du projet en termes d'efficacité, d'impact et de durabilité, en tenant compte des influences internes et externes qui ont affecté sa mise en œuvre.

► Qu'est-ce que ProAgro-YOUTH ?

Le projet ProAgro YOUTH vise à lutter contre le chômage des jeunes vivant dans les zones rurales en Côte d'Ivoire, Madagascar, Malawi, et Algérie. Il développe des pôles agroalimentaires offrant des opportunités d'emploi et d'auto-emploi. À mi-parcours, plus de 9 000 jeunes ont été formés, créant plus de 10 000 emplois. Le projet soutient également l'entrepreneuriat et l'insertion professionnelle. Il s'aligne sur les Objectifs de Développement Durable (ODD).

► Méthodologie de l'évaluation

La méthodologie de l'évaluation du projet **ProAgro YOUTH** a combiné des approches qualitatives et quantitatives pour garantir la validité des résultats. Les données ont été recueillies par les méthodes suivantes :



Analyse documentaire approfondie



14 Groupes de discussion avec 53 bénéficiaires



Entretiens semi-directifs avec 72 répondants-clés



Études de cas pour illustrer les impacts du projet



Principaux résultats

1. Pertinence et Cohérence

- Le projet ProAgro YOUTH est fortement aligné avec les priorités nationales de développement et les ODD
- Il a répondu efficacement aux besoins des jeunes dans les zones rurales, en favorisant l'inclusion des femmes et des personnes handicapées.

2. Efficacité

- Le projet a permis de créer 10 242 emplois, dépassant l'objectif initial de 6 000 emplois, dont 25 % pour les femmes.
- Il a favorisé l'entrepreneuriat et la création de coopératives et start-ups dirigées par des jeunes.

3. Efficience

- Une gestion budgétaire stricte et des partenariats stratégiques ont optimisé les ressources et maximisé l'impact malgré des défis administratifs.
- Le projet a créé des synergies avec des institutions locales pour assurer une meilleure mise en œuvre.

4. Impact et durabilité

- Le projet a amélioré l'employabilité des jeunes et la sécurité alimentaire dans les zones rurales.
- La pérennité des résultats dépendra du soutien financier continu et de l'accompagnement post-formation.

5. Enjeux transversaux

- L'intégration de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale a été au cœur des interventions du projet.
- Des initiatives spécifiques ont été mises en place pour favoriser l'inclusion des jeunes femmes et des personnes handicapées dans les marchés du travail locaux.



Leçons apprises

Analyse contextuelle préalable : Une évaluation approfondie du marché du travail et des chaînes de valeur agricoles est essentielle avant la mise en œuvre pour garantir l'efficacité des interventions.

Soutien post-formation : Le financement et l'accompagnement post-formation sont cruciaux pour aider les jeunes à concrétiser leurs projets entrepreneuriaux et à réussir sur le marché du travail.

Engagement des jeunes : Impliquer activement les jeunes dans la conception des programmes de formation accroît leur participation et réduit les taux d'abandon, augmentant ainsi l'impact du projet.



Recommandations

- **Recommandation 1 : Renforcer le soutien financier pour les jeunes entrepreneurs**
Il est essentiel de développer des mécanismes de financement inclusifs, tels que des microcrédits et des subventions, pour soutenir les jeunes entrepreneurs. Cela leur permettra de démarrer et de pérenniser leurs projets, en particulier dans les zones rurales où l'accès au financement reste limité.
- **Recommandation 2 : Mettre en place un suivi post-formation structuré**
Le suivi après la formation est crucial pour garantir la réussite des jeunes formés. Il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de mentorat et des conseils en gestion d'entreprise afin de les accompagner dans la mise en œuvre de leurs projets.
- **Recommandation 3 : Décentraliser les formations pour atteindre les zones rurales**
Les activités de formation doivent être décentralisées pour toucher les jeunes des zones rurales. Cela peut être réalisé par l'utilisation des technologies numériques ou des centres de formation mobiles, permettant ainsi d'élargir l'accès à la formation.
- **Recommandation 4 : Renforcer les partenariats avec le secteur privé et les institutions locales**
Il est essentiel de développer des partenariats solides avec le secteur privé et les institutions locales afin de garantir que les compétences acquises par les jeunes répondent aux besoins du marché du travail. Cela favorisera une meilleure intégration des jeunes dans l'économie locale.
- **Recommandation 5 : Promouvoir l'inclusion des femmes et des jeunes en situation de handicap**
Des programmes spécifiques doivent être mis en place pour promouvoir l'inclusion des femmes et des jeunes en situation de handicap. Cela peut inclure des initiatives de sensibilisation et des formations adaptées à leurs besoins.

► Domaines d'impact

1. Développement économique

Le projet a soutenu le développement de politiques nationales d'emploi et d'entrepreneuriat dans les pays ciblés, avec un accent particulier sur la création d'opportunités pour les jeunes et les femmes dans les secteurs agroalimentaires.

2. Égalité des genres

Des initiatives ont été mises en place pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin, alignant les lois nationales avec les normes internationales sur l'égalité des genres et la non-discrimination.

3. Renforcement des capacités

Le projet a formé des acteurs clés tels que des fonctionnaires et des responsables locaux sur les meilleures pratiques en matière de politiques d'emploi et d'initiatives de développement durable.

4. Durabilité environnementale

L'intégration d'initiatives d'emplois verts dans les stratégies nationales a permis de promouvoir des pratiques commerciales écologiques et de soutenir la création d'emplois durables.